

EGPA 2025 CONFERENCE

Glasgow, Scotland, UK 26-29 August

EGPA at 50: prospects for public
administration across Europe

CALL FOR PAPERS

Séminaire francophone du GEAP

« Réformes administratives et politiques publiques :
regards croisés »





Dans le cadre de la **Conférence annuelle du GEAP 2025**, qui se tiendra au Centre for Public Policy de l'Université de Glasgow, du 26 au 29 août 2025, le **Séminaire francophone** lance un appel à contributions sur le thème suivant :

« **Réformes administratives et politiques publiques : regards croisés** »

Le Séminaire francophone est un lieu unique d'échanges en langue française au sein du congrès annuel du Groupe Européen d'Administration Publique. Il véhicule des idées, méthodes et traditions politico-administratives spécifiques, avec une large couverture européenne et internationale.

Sensible aux attentes des administrateurs et à sa mission d'actualisation des savoirs, le séminaire invite au dialogue chercheurs et praticiens confirmés au cours de sessions de communications, tables rondes, ou comptes rendus d'expériences de terrain.

En ce premier quart révolu du 21^e siècle, nos sociétés ont connu la tentation des transformations majeures qui semblent avoir été d'abord mises en suspens et ensuite accélérées par le contexte de poly-crisés sanitaires, politiques, ou environnementales, voire par l'évolution des technologies digitales (Riddervold et al 2021 ; Zeitlin et Nicoli 2021 ; Diemer et al 2024).

Les secteurs de l'action publique sont aux premières loges face aux multiples attentes de réorientation et d'innovation ; les politiques publiques doivent réagir aux prises de conscience sociétales comme aux dynamiques démocratiques et gouvernementales inédites (Caluwaerts & Reuchamps 2022). Dans les pays de l'OCDE la cadence des changements politiques s'accélère et les solutions et consensus de longue date semblent avoir atteint des limites (Feigenbaum 2024).



Ces tendances de la francosphère administrative et politique expliquent le retour du Séminaire vers le sujet clé du croisement entre politiques publiques et réformes administratives, qui avait déjà retenu son attention au congrès GEAP post-COVID de Bruxelles (2021). Rares sont en effet les recherches de sciences sociales qui incarnent ce regard croisé. Cette situation s'explique probablement en partie par le fait que les champs de recherche respectifs des sciences administratives, et plus particulièrement du management public, d'une part, et de l'analyse et de l'évaluation des politiques publiques, d'autre part, apparaissent relativement déconnectés. Tout se passe en effet comme si les deux communautés scientifiques rencontraient des difficultés à développer un programme de recherche commun sur des objets qui pourtant le nécessiteraient très largement.

C'est ainsi que, les programmes de recherche dans le domaine du management public ont essentiellement porté sur l'amélioration du fonctionnement interne des administrations, abordée notamment en termes d'*effectivité* (production effective des outputs et impacts sur les groupes cibles) et/ou d'*efficience productive* (rapport coûts – prestations/outputs). Dans cette perspective, les questions investiguées ont abordé (1) les effets de l'introduction des instruments de marché, contrats de prestations/de performance ou encore des systèmes d'indicateurs sur la qualité des prestations administratives délivrées (Wollmann, Kopic, Marcou 2016 ; Longo et Barbieri 2013), (2) la contribution des réformes institutionnelles ou statutaires à l'amélioration quantitative et qualitative des prestations administratives publiques (Christensen et Laegreid 2006 ; Emery et Martin 2010), ou encore (3) l'impact des réformes managériales publiques et des dispositifs de pilotage sur la mesure ou la gestion des performances dans le secteur public (Van Dooren et Van de Walle 2008). D'autres encore se sont intéressés récemment à la diachronie des gouvernances nationales et locales et à ses effets sur la réussite ou l'échec des politiques publiques (Diamond et al 2024), ou à l'empreinte composée d'une IA en plein développement sur ces interactions (Valle-Cruz et al 2024 ; Aoki et al 2024). Si ces différents



programmes de recherche ont permis d'évaluer de manière approfondie les effets souvent positifs des réformes, ils ne traitent toutefois qu'indirectement de la question – pourtant essentielle dans la perspective de la compréhension des enjeux contemporains de l'action publique – des effets de ces réformes sur la capacité des politiques publiques à résoudre les problèmes publics pour lesquels elles ont été mises en place. C'est en tous les cas l'un des constats dressés, pour le cas Suisse, par nos collègues Y. Emery, D. Giaque et A. Ritz (2009 : 169-171) qui ont montré le caractère très limité des analyses des effets des réformes administratives sur les impacts et les *outcomes* des politiques substantielles. L'évaluation des politiques et la gestion de la performance semblent encore difficiles à rapprocher (Gibert, 2002 ; Nielsen et Hunter, 2013).

Parallèlement, comme le montrent des ouvrages de référence (e.g. Cairney 2020 ; Parsons, Sabatier, Weible 2014 ; Parsons 1997 ; Knill, Tosun 2012), les travaux des politologues ne formulent – à quelques notables exceptions (e.g. Hill, Varone 2017 ; Hupe, Hill, Buffat 2015) – que rarement des hypothèses intégrant les différentes dimensions des réformes administratives afin d'expliquer ou évaluer l'efficacité des programmes de politiques publiques. En particulier, le phénomène « d'éclatement de l'Etat » identifié il y a plus de 15 ans déjà par Knoepfel (2003), Pollitt (2003) ou Christensen et Laegreid (2006), a des implications pour l'action publique qui demeurent à explorer. Ces lacunes de connaissance au sujet de l'articulation entre les politiques *institutionnelles ou constitutives* (politiques d'organisation et de réformes administratives) et les politiques *substantielles* visant à résoudre les problèmes publics (Knoepfel, Larrue, Varone, 2006 ; Bezes & Le Lidec 2016) concernent notamment les effets des réformes administratives ainsi que des réorganisations des arrangements politico-administratifs sur (1) la production des plans d'action organisant les priorisations spatio-temporelles des actes de mise en œuvre (*outputs*), (2) les impacts sur les groupes cibles (effectivité), (3) les effets réels sur la résolution effective des problèmes publics (efficacité) et (4) la coordination entre les différentes politiques sectorielles (*inter-policy coordination*).



L'édition 2025 du séminaire francophone du GEAP/EGPA a pour ambition de proposer un espace de discussion commun entre chercheur-e-s en management public et en analyse et évaluation des politiques publiques afin de contribuer à combler ces lacunes de connaissance. Ce dispositif de type « regards croisés » propose d'aborder les quatre séries de questions ci-après, dont la liste n'est pas exhaustive :

1. Dans quelle mesure les différentes expériences de réformes administratives de ces trois dernières décennies ont-elles réellement permis de renforcer la capacité de pilotage des politiques publiques par les autorités publiques ? En particulier, ont-elles permis de renforcer la capacité d'action sur les groupes cibles (effectivité) ? Et plus fondamentalement encore, ont-elles permis d'accroître la capacité des autorités publiques à prendre en charge et résoudre plus efficacement les problèmes publics à l'origine de la formulation de ces mêmes politiques publiques ?
2. Dans quelle mesure les réformes administratives ont-elles transformé le rôle, la fonction, ou encore le pouvoir des administrations publiques dans les processus d'action publique ? Dans quelle mesure la thèse de « l'éclatement de l'Etat » – et notamment l'atomisation et/ou l'autonomisation des entités administratives (publiques et/ou privées) – se vérifie-t-elle sur le terrain ? Lorsque c'est le cas, quels sont les effets de ces deux processus sur l'efficacité des politiques publiques ainsi que sur leur coordination ?
3. Dans quelle mesure peut-on observer des effets en retour des résultats des processus de mise en œuvre des politiques publiques sur le fonctionnement et les (ré-)organisations administratives ? Les politiques publiques de transition et de résilience engendrent-elles des



transformations et des administrations résilientes ?

4. Quelle est aujourd'hui l'attitude des mandataires politiques sur ces questions ? Confrontés à un besoin d'affichage de résultats, il fut un temps où ils appréciaient l'agencification et la contractualisation de la performance. Les réformes administratives inspirées du NPM trouvaient ainsi un soutien politique. Est-ce encore le cas pour la NGP ? Et pour les adaptations à la transition écologique ? Comment les mandataires conçoivent-ils désormais la mise en œuvre des politiques institutionnelles ou constitutives ?

En fonction de la qualité et de la pertinence des contributions proposées, une valorisation des résultats du séminaire sera envisagée sous la forme par exemple d'un dossier thématique de revue.

Références

Aoki, N., Tay, M., & Yarime, M. (2024). Trustworthy public sector AI: research progress and future agendas. *Research Handbook on Public Management and Artificial Intelligence*, 263-276.

Bertolucci, M. (2024). L'intelligence artificielle dans le secteur public: revue de la littérature et programme de recherche. *Gestion et management public*, (5), 118-139.

Bezes, P., & Le Lidec, P. (2016). Politiques de l'organisation. *Revue française de science politique*, Vol. 66(3), 407-433.

Bouckaert, G. (2024). Un « pentagone de résilience » pour les administrations publiques. *Télescope SMP&OE*, vol. 21, décembre, Dossier spécial.

Cairney, P. (2020). *Understanding public policy. Theories and issues*. London: Red Globe Press.



Caluwaerts, D., & Reuchamps, M. (2022). *Belgian exceptionalism: Belgian politics between realism and surrealism* (p. 236). Taylor & Francis.

Christensen, T., & Lægreid, P. (2006). Agencification and regulatory reforms. *Autonomy and regulation. Coping with agencies in the modern state*, 8-49.

Diamond, P., Newman, J., Richards, D., Sanders, A., & Westwood, A. (2024). 'Hyper-active incrementalism' and the Westminster system of governance: Why spatial policy has failed over time. *The British Journal of Politics and International Relations*, 13691481241259385.

Diemer, A., Bessalem, C., & Isimbi, D. M. (2024). Les scénarios de transitions énergétiques de la France à l'horizon 2050, quelques éléments de compréhension. *Current Opinion*, 4(5), 827-877.

Emery, Y., Giauque, D., Ritz, A. (2009). Institutional policies and reforms of public administration. In S. Nahrath, Varone, F. (Ed.), *Rediscovering Public Law and Public Administration in Comparative Policy Analysis: a Tribute to Peter Knoepfel* (pp. 159-175). Lausanne/Berne: PPUH/Haupt.

Emery, Y., & Martin, N. (2010). *Le service public au XXIème siècle: identités et motivations au sein de l'après-fonctionariat*. L'Harmattan.

Feigenbaum, H. B. (2024). France, Economic Liberalism, and the Populist Challenge. *Political Science Quarterly*, qqae110.

Gibert, P. (2002). L'analyse de politique à la rescousse du management public? Ou la nécessaire hybridation de deux approches que tout, sauf l'essentiel, sépare. *Politiques et Management Public*, 20(1), 1-14.

Hill, M., Varone, F. (2017). *The Public Policy Process*. London & New York: Routledge.

Hupe, P., Hill, M., Buffat, A. (Ed.) (2015). *Understanding Street-level Bureaucracy*. Bristol: Policy Press.

Knill, C., Tosun, Jale. (2012). *Public Policy. A New Introduction*. Houndmills, Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Knoepfel, P., Larrue, Corinne, Varone, Frédéric. (2006). *Analyse et pilotage des*



politiques publiques. Zürich: Ruegger Verlag.

Knoepfel, P. (2003). L'éclatement de l'état: Acht Thesen zur Abdankung der einheitlichen, allgemeinen Staatsverwaltung, in: Schweizer, Rainer J und Claude Jeanrennaud, Stephan Kux, Beat Sitter-Liver (Hrsg). *Verwaltung im 21. Jahrhundert. Herausforderungen, Probleme, Lösungswege*. Freiburg: Universitätsverlag Freiburg.

Longo, F., & Barbieri, D. (2013). Using relational and transactional MCSs to manage the delivery of outsourced public services: Evidence from twelve cases in the USA. *Financial Accountability & Management*, 29(1), 50-73.

Nielsen, S. B., & Hunter, D. E. K. (2013). Challenges to and Forms of Complementarity Between Performance Management and Evaluation. *New Directions for Evaluation*, 2013(137), 115-123.

Parsons, W. (1997). *Public Policy. An introduction to the Theory and Practice of Policy Analysis*. Cheltenham, UK, Lyme, US: Edward Elgar.

Pollitt, C. (2003). Joined-up Government: A Survey. *Political Studies Review*, 7(1), 34-49.

Riddervold, M., Trondal, J., Newsome, A. (2021). European Union Crisis: An Introduction. In: Riddervold, M., Trondal, J., Newsome, A. (Eds.), *The Palgrave Handbook of EU Crises*. Palgrave Studies in European Union Politics. Cham: Palgrave Macmillan. DOI: https://doi.org/10.1007/978-3-030-51791-5_1

Sabatier, P. A., Weible, Christopher, M (Ed.) (2014). *Theories of the policy process*. Boulder (CO): Westview Press.

Valle-Cruz, D., Gil-Garcia, J. R., & Sandoval-Almazan, R. (2024). Artificial intelligence algorithms and applications in the public sector: a systematic literature review based on the PRISMA approach. *Research Handbook on Public Management and Artificial Intelligence*, 8-26.

Van Dooren, W., & Van de Walle, S. (Eds.). (2016). *Performance information in the public sector: How it is used*. Springer.

Wollmann, H., Kopric, I. & Marcou G. (eds.) 2016, *Delivery of Public and Social*



Services in Europe, From Public and Municipal to Private provision, Palgrave
McMillan

Zeitlin, J., Nicoli, F. (2021). The European Union Beyond the Polycrisis? Integration and politicization in an age of shifting cleavages. Journal of European Public Policy Series. London: Routledge

Proposition de communication

Nous invitons les chercheurs et les praticiens des différents domaines de l'action publique à proposer des contributions traitant de l'un ou de plusieurs des axes de réflexions proposés ci-dessus, que ce soit sous la forme d'études de cas, de descriptions denses, de tests d'hypothèses, de travaux empiriques comme de réflexions de fond plus théoriques. L'exploration de l'existant comme la prospective sont également bienvenues. En particulier, les démarches comparatives ou celles mettant en lumière l'originalité des expériences de terrain ou des conceptions et doctrines administratives et gestionnaires, seront les bienvenues.

Vous pouvez nous communiquer par le biais du site Internet du congrès un résumé de **deux pages** contenant les intitulés suivants :

- Titre de la communication
- Les thèmes ou mots clés
- La problématique traitée et la ou les thèses défendues
- Un résumé des approches théoriques et méthodologiques (y compris les données et les sources) utilisées
- Les résultats avancés
- Les références sélectives
- Le nom des auteurs, le nom des Universités ou organisations et les coordonnées (Adresse, E-mail, n° téléphone)



Dates clés :

- Délai pour la soumission des résumés : **28 mars 2025**
- Notification d'acceptation aux auteurs : **18 avril 2025**
- Délai pour la soumission en ligne des communications complètes :
25 juillet 2025
- Symposium des doctorants EGPA : **26 août 2025**
- Conférence EGPA 2025 : **27-29 août 2025**

Modalités pratiques :

- Site web de la Conférence EGPA 2025 :
<https://ias-iisa.org/egpa-2025-conference/>
- Système de gestion de la Conférence EGPA 2025 :
<https://www.conftool.org/egpa2025conference>

Pour toute question concernant la Conférence EGPA 2025, veuillez nous contacter à : info@egpa2025conference.org

Le Comité Scientifique :

- **David AUBIN**, professeur, Université catholique de Louvain, Belgique.
- **Annie BARTOLI**, professeure, Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines, France.
- **Véronique CHANUT**, professeure, Université Panthéon-Assas, Paris, France.
- **Jean-Michel EYMERI-DOUZANS**, professeur, Institut d'Etudes Politiques, Toulouse, France.
- **David GIAUQUE**, professeur, IDHEAP, Université de Lausanne, Suisse.
- **Léonard GOURBIER**, Maître de conférences, Université Paris-Dauphine PSL, France.



- **Marcel GUENOUN**, Conseiller recherche & développement, Direction interministérielle de la transformation publique, Paris, France.
- **Solange HERNANDEZ**, professeure, Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, France.
- **Bachir MAZOUZ**, professeur, ENAP, Québec, Canada.
- **Martial PASQUIER**, professeur, IDHEAP, Université de Lausanne, Suisse.
- **Marius PROFIROIU**, professeur, Académie des Etudes Economiques, Bucarest, Roumanie.
- **Marie RUAULT**, directrice de la recherche, Institut de la Gestion Publique et du Développement Economique, Paris, France.

Coordonnateurs :

- **Jan MATTIJS**, Professeur, Université Libre de Bruxelles, Belgique.
- **Stéphane NAHRATH**, Professeur, IDHEAP, Université de Lausanne, Suisse
- **Jihane SEBAI**, Maitre de conférences-HDR, Larequoi, ISM-IAE, France
- **Emil TURC**, Professeur, Aix Marseille Univ, CERAM, IMPGT, Aix-en-Provence, France.